

d'accès au bottin et à la pornographie de masse. C'est par la colonisation des foyers que l'informatique s'est imposée, important dans la vie domestique, intime, des préoccupations et une forme de rationalisation du quotidien autrefois réservées au monde du travail, comme le note ce chroniqueur d'une revue militante de Toulouse: «En industrialisant la vie privée de chacun, en proposant à tous de gérer, d'informatiser, d'organiser son milieu vital comme une entreprise miniature, avec ses ordinateurs, ses gadgets [...], on veut faire comprendre à tous le souci de ceux qui ont une usine, une vraie, qui doit produire, se défendre.»

Compte tenu des licenciements, de la déqualification massive et du grand bond en avant de la surveillance occasionnés par l'informatique, on aurait pu – et l'on pourrait toujours – s'attendre à des oppositions bien plus retentissantes. Mais dans les années 1980 comme aujourd'hui, il est inacceptable, et presque indécent, de prétendre enrayer le cours du développement technique, ou tout simplement de signaler qu'il pourrait prendre d'autres directions plus émancipatrices. De façon générale, compte tenu de l'hégémonie de l'héritage marxiste, les syndicats se sont désintéressés des protestations qui ont fréquemment surgi sur les lieux de travail, ou les ont reformulés dans des revendications politiquement correctes qui ne remettaient pas en cause l'informatisation.

C'est ce qui explique que la critique de l'informatisation se soit vite retranchée dans une dénonciation plus convenue de la surveillance et du fichage, au point même de s'enfermer – c'est le cas aujourd'hui – dans des contradictions indépassables, puisqu'elle va de pair avec un plébiscite d'internet et des nouvelles technologies, dont tous les usages, même les plus «*démocratiques*», concourent directement à cette collecte d'informations.

Dans la série **Racine de Moins Un**, vous pouvez écouter l'émission «Le CLODO, une résistance à l'informatisation» (48 mn), une interview de Célia Izoard sur l'histoire du CLODO et des résistances à l'informatisation. Une émission à écouter sur les ondes ou à télécharger gratuitement sur le site Internet de **Radio Zinzine** (eh oui!).

Bonne écoute,
Tranbert

JE ME SENS UN PEU SEUL...



Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes... A vos postes!

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
BP 51026
F-31010 TOULOUSE CEDEX 06
France

dépôt le 10/10/18
radio-zinzine info
04300 Lismans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE
DES CHÉNAIES

N°741 - 10 octobre 2018

SOS: encore un nouveau «complexe culturel» à Marseille

Lundi 8 octobre, au conseil municipal de Marseille, a été discuté le processus d'attribution du fort d'Entrecasteaux, ce grand bâtiment près du Vieux Port, destiné à devenir une grande infrastructure culturelle (encore une!). Le lieu est attribué au «groupe SOS», qui se décrit lui-même comme une structure «d'innovation sociale» de «l'économie sociale et solidaire». Cet article revient sur le projet en cours, et sur le groupe qui le porte.

Le 6 octobre 2018, un article de la presse locale se félicite de la probable réouverture des portes du fort d'Entrecasteaux. Le fort d'Entrecasteaux, c'est ce grand bâtiment en pierres qui surplombe le Vieux Port.

Le site appartient à la ville de Marseille depuis 2010, et lundi 8 octobre, en conseil municipal, est votée la décision d'en laisser la gestion et le développement à la structure «groupe SOS».

Le projet de la ville est, une fois de plus, gigantesque, et s'adresse, une fois de plus, à une partie bien spécifique de la population. Il s'agit d'y ouvrir «un café culturel, un bar, des lieux de restauration, une brasserie, un drugstore et même une micro ferme où seront cultivés des produits locaux». Le lieu est par ailleurs destiné à devenir un lieu d'art contemporain, d'expositions de «structures monumentales» et «d'œuvres participatives», et y sera installé un «espace de réalité virtuelle permettant d'explorer l'histoire du fort».

On retrouve ici les grands invariants du discours de la ville depuis Marseille 2013, capitale de la culture. Il s'agit de faire de Marseille une ville vendeuse car artistique, alternative, à l'image de ce qui était dit de Berlin il y a quelques années: «pauvre, mais sexy».

Depuis 2013, on a ainsi pu voir fleurir les projets participatifs, les projets «quartiers créatifs», les installations d'art contemporain visant à reproduire des trajectoires de migrant-e-s dans la cour de la friche de la belle de mai, les expositions de street art et de graff dans d'anciens squat que la police vient à peine d'expulser, des espaces ouverts aux habitant-e-s seulement pendant la durée d'une exposition, alors qu'il n'y a aucun espace vert ouvert dans le quartier...

Le fort d'Entrecasteaux sera donc un espace culturel de plus. Cette fois-ci, il n'est pas destiné à alimenter le côté «alternatif» de la politique culturelle de la ville. Il sera clairement à destination des populations les plus aisées, et des touristes qui se seraient lassés des terrasses du port.

En plus d'être écœuré-e-s de ce trop-plein d'alternatif subventionné, de culture légitime et bourgeoise, de «créativité» et «d'innovation», on souhaitait ici donner quelques infos sur qui est le futur repreneur de cet espace.

Le «groupe SOS» est un mastodonte de l'action sociale, de «l'économie sociale et solidaire», qui petit à petit rattache à lui de nombreuses associations, des maisons de retraites, des centres d'hébergements. Dirigé par un proche de Macron, le groupe génère 650 millions de chiffre d'affaires sur une année.

Il rachète petit à petit toutes les structures vacillantes ou déficitaires, et s'étend dans des champs d'action de plus en plus larges, allant de la culture au médico-social. En février 2017, le journal Le Ravi avait consacré un article au développement du groupe, et à ses pratiques ultra capitalistes.

Les conditions de travail des salarié-e-s sont régulièrement dénoncées, aux prud'hommes comme dans des témoignages relayés par la presse.

Le groupe SOS est par ailleurs une des associations qui collaborent activement avec la politique de chasse aux migrant-e-s mise en place par l'Etat. Ils ont participé aux discussions sur la circulaire Collomb. En février 2014, leurs locaux parisiens ont été occupés par la commission mobilisation du travail social.

Ce seront donc désormais eux les gestionnaires du fort d'Entrecasteaux, et leur extension à Marseille semble aussi rapide que discrète.

Alors on souhaitait relayer l'information, et dire et redire qu'elle a beau être «sociale et solidaire», l'économie, c'est l'économie. Et qu'associatif ou non, un patron est un patron.

Message du Maire de Riace lu sur la place de Riace

Samedi, plusieurs centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de nombreuses villes d'Italie ainsi qu'à Riace, village de Calabre. Ils réclamaient la libération du maire pro-migrants de Riace, Domenico Lucano arrêté la semaine dernière.

Domenico Lucano jouit d'une renommée internationale. Son village, Riace, s'est repeuplé depuis vingt ans grâce aux arrivées de migrants et à leur intégration. Soupçonné d'aide aux clandestins via des mariages blancs, il est assigné à résidence et la préfecture lui a coupé les fonds de solidarité aux migrants.

Ce samedi une manifestation en sa faveur était organisée à Riace, comme ailleurs en Italie. L'édile a salué ses soutiens avec le poing levé depuis une fenêtre. Nous vous proposons le texte qu'il a écrit (mais pas pu lire lui-même) pour cette manifestation.

Il est inutile de vous dire que j'aurais voulu être parmi vous, non seulement pour les salutations formelles mais pour quelque chose de plus, pour pouvoir parler, sans la nécessité ni l'obligation de devoir écrire. Pour pouvoir sentir l'émotion que les paroles produisent au fond de l'âme et, enfin, pour pouvoir vous remercier tous, un par un, tout le monde, en vous embrassant tous, collectivement, avec toute l'affection dont les êtres humains sont capables.

À vous tous, peuple en voyage vers un rêve d'humanité, vers un imaginaire lieu de justice, vous qui avez mis de côté vos engagements quotidiens et défié l'inclémence de la météo: Je vous dis MERCI.

Le ciel est traversé par des nuages sombres, les mêmes couleurs, la même vague noire qui traverse les cieux d'Europe qui ne laissent plus entrevoir les horizons indescritibles des sommets et des abysses, des terres, des douleurs, des croix, de cruauté, des nouvelles barbaries fascistes.

Ici, dans cet horizon, les peuples sont là. Avec leurs souffrances, leurs luttes et conquêtes. Les petites grandes choses du quotidien se mélangent avec les événements politiques, ces problèmes cruciaux de toujours: les menaces d'expulsion renouvelées, les attentats, la mort et la répression.

Aujourd'hui, en ce lieu de frontière, dans ce petit village dans le sud d'Italie, terre de souffrance, d'espoir et de résistance, nous allons vivre une journée qui est destinée à passer dans l'histoire.

Nous sommes l'histoire. Avec nos choix, nos convictions, nos erreurs, nos idéaux, nos espoirs de justice que personne ne pourra jamais supprimer.

Un jour viendra où il y aura plus de respect pour les droits humains, plus de paix et moins de guerre, plus d'égalité, plus de liberté que de barbarie. Un jour où il n'y aura plus de personnes voyageant en business-class tandis que d'autres se trouvent entassées comme des marchandises humaines en provenance des ports coloniaux, avec les mains accrochées aux vagues d'une mer de haine.

Sur ma situation personnelle et mes vicissitudes judiciaires je n'ai pas grand-chose à rajouter à ce qui est déjà aus-

si amplement relayé. Je n'ai pas de rancune, ni des revendications contre personne.

Je voudrais néanmoins dire à tout le monde que je n'ai rien à cacher, rien de quoi avoir honte. Je referai encore et encore toujours les mêmes choses, celles qui ont donné un sens à ma vie.

Je n'oublierai jamais ce grand fleuve qui déborde de solidarité.

Je vous porterai dans mon cœur longtemps. Nous ne devons pas reculer, si nous sommes unis et restons humains, on pourra un jour caresser le rêve de l'Utopie sociale.

Je vous souhaite d'avoir le courage de rester seuls et le courage de rester ensemble, sous les mêmes idéaux.

De pouvoir désobéir chaque fois que l'on reçoit des ordres qui humilient notre conscience.

De «mériter» d'être appelés REBELLES, comme tous ceux qui refusent d'oublier, dans les jours des amnésies obligatoires.

D'être aussi obstinés d'arriver toujours à croire, même contre toute évidence, que ça vaut toujours la peine d'être des hommes et des femmes.

De continuer à marcher, malgré les chutes, les trahisons, les défaites. Parce que l'histoire continue même après nous et quand elle nous dit Adieu, ce n'est qu'un Au Revoir.

On doit maintenir vivante la certitude qu'il est possible d'être contemporains de tous ceux qui vivent animés par la volonté de justice et de beauté, partout où nous sommes et nous vivons... parce que les cartes géographiques de l'âme et du temps n'ont pas de frontières.

Hasta siempre.

Lettre ouverte à monsieur le procureur de Dijon et monsieur le préfet de Côte-d'Or

Nous avons été fortement interpellés par la conférence de presse que vous donnerez suite à l'expulsion de Stalingrad, au cours de laquelle vous semblez assumer pleinement l'absence de cadre légal.

Ces dernières années, de nombreuses occupations de bâtiments vides en vue d'accueillir des personnes laissées à la rue se sont succédé à Dijon, toutes suivies d'expulsion.

Au début de l'été, le XXL, bâtiment occupé depuis 2 ans par des exilés, est expulsé par vos soins alors que vous aviez été informés de propositions de règlement amiable avec les propriétaires. Environ 80 personnes se retrouvent sans logement et sont accueillies en tente à l'Espace Autogéré des Tanneries, dans des conditions très précaires. Vous ferez alors l'annonce publique de solutions de relogements, mais qui n'auront que la durée -quelques jours- d'un effet d'annonce. En août, les migrants expulsés et des jeunes laissés à la rue trouvent abri dans un nouveau bâtiment public inoccupé. Un soutien leur est apporté par un grand nombre de personnes, réunies au sein d'un collectif

de 40 associations qui rassemblent largement, comme vous pouvez une fois de plus le vérifier dans la liste de signataires. Aussi, nous ne pouvons accepter que vous assimiliez ce soutien à telle ou telle «mouvance».

12 jours après, sans décision de justice, un déploiement important de forces de police procède à l'expulsion des habitants, et met le peu d'affaires qu'ils possèdent sur le trottoir.

Vous évoquez trois plaintes pour justifier l'opération.

Nous pensons que, dans la démocratie qui est la nôtre et dont vous représentez un des garde-fous, la séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif est un pilier fondamental. Dès lors, une intervention ne pouvait se justifier sans procédure judiciaire ni jugement d'expulsion.

Vous multipliez également les contradictions, en parlant tout d'abord de domicile pour un bâtiment vide depuis longtemps, puis en invoquant une affectation militaire censée justifier l'opération. Là encore, aucun des textes de loi cités ne permet de se dispenser de la décision d'un juge.

Pourquoi tant d'associations ont-elles soutenu cette occupation? Parce que, comme lors des précédentes ouvertures, il s'agissait de trouver un logement à des personnes pour la plupart demandeuses d'asile ayant droit à un hébergement.

Soutenir cette opération, c'est pallier partiellement les «capacités d'accueil saturées», comme vous le dites, à Dijon, et permettre à des groupes d'exilés de vivre dignement.

Aujourd'hui, l'urgence est de trouver des solutions. D'après les chiffres que vous annoncez, les trois quarts des habitants n'ont pas eu de propositions de logement ou même de simple mise à l'abri. Pour une grande partie ce sont des demandeurs d'asile en situation régulière, mais privés d'aide matérielle au nom de procédures accélérées très contestables. Les expulsés ne disparaîtront pas comme par magie. Personne n'a intérêt à se retrouver face à des occupations multiples et des campements de tentes sur les trottoirs. Nous ne faisons là que le constat d'une situation qui risque de devenir critique à l'approche de l'hiver.

Sans solutions, nous continuerons à soutenir, solidairement, tout ce qui permettra de mettre à l'abri des personnes qui en ont le besoin vital.

Nous soutiendrons au nom de l'universalité des droits, la démarche des victimes de la dernière expulsion de porter plainte pour violation de domicile.¹

Les associations du collectif de soutien aux demandeurs d'asile et migrants:

ACAT Dijon / Action Catholique Ouvrière / AGIRabcd 21 / Amis de la Confédération Paysanne / Amnesty International Dijon / Association des Paralysés de France / ATTAC 21 / ATMF Dijon / CFDT 21 / CGT 21 / Club Unesco Dijon / CCFD Terre Solidaire / CLCV / CNT 21 / Collectif du lycée d'accueil international du Castel / Confédération Paysanne / CSF / Espace Autogéré des Tanneries / Euphorbe en Illabakan / FCPE / FSU 21 / LVN personnalistes et citoyens / Ligue des Droits de l'Homme / MAN / Mouvement de la Paix / MRAP / Pastorale des Migrants / RESF 21 / SAF / SNES FSU / SOS Refoulement / SOS racisme / Solidaires / Solidarité afghane / Sud santé sociaux / UJFP / UNEF / Tends la Main / Urgence Solidaire

1. Vendredi 5 octobre, une plainte collective a été déposée contre Éric Mathais - procureur de la république - et Bernard Schmelz - Préfet de région - pour violation de domicile, suite à l'expulsion illégale du squat de Stalingrad.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site web: <www.radiozinzine.org>

Le CLODO, késako?

Avez-vous déjà entendu parler du CLODO? À Toulouse, entre 1980 et 1983, ce mystérieux *Comité pour la Liquidation ou le Détournement des Ordinateurs* faisait la une des journaux en incendiant des usines d'informatique. C'est avant, bien sûr. Avant que nous ayons (presque) tous un iPod dans la poche et un portable à la main. À une époque où les gens étaient tellement sceptiques sur l'utilité d'un ordinateur à la maison que le gouvernement s'était mis à distribuer des Minitel à tour de bras...

La nuit du 5 avril 1980, à Toulouse, les locaux de la société Phillips Informatique sont en feu. Trois jours plus tard, on signale un incendie à la compagnie d'informatique CII-Honeywell-Bull. Le procédé est rudimentaire: ordinateurs, fichiers et documents ont été entassés dans le hall et brûlés. Le 10 avril, c'est-à-dire le lendemain de l'incendie de la CII, une fausse alerte à la bombe nécessite l'évacuation des locaux d'IBM, à Toulouse. On fait des rapprochements avec un attentat qui avait visé l'ancien siège de DATA Systems le 24 novembre 1977...

Tous ces attentats sont revendiqués par le CLODO, dont les participants n'ont jamais été démasqués. Ils sont également à l'origine de l'incendie de la société International Computers Limited en mai 1980 et celui de CAP-SOGETI en septembre, au moment du SICOB, le grand salon parisien de l'informatique. En janvier 1983, ils font exploser le Centre informatique de la Préfecture de Haute-Garonne avec trois charges d'explosifs et, plus tard cette année-là, occasionneront de sérieux dégâts aux sociétés américaines Speery Univac Ordinateurs et National Cash Register, toujours dans les environs de Toulouse.

Quelles sont les motivations du Clodo? Dans leur premier communiqué, ils déclarent: «Nous sommes des travailleurs de l'informatique bien placés pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler et à réprimer.»

Dans une auto-interview adressée à la revue *Terminal* en 1983, ils dénoncent la façon dont on présente l'informatisation comme une révolution susceptible de remédier d'elle-même aux problèmes de la société, quand elle renforce au contraire les rapports de pouvoir existants: «Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce que l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants: mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés.»

On a aujourd'hui oublié que l'informatisation ne s'est pas faite sans oppositions. Le secteur social s'est fréquemment mobilisé contre la mise en place de fichiers (GAMIN, AUDASS) permettant le

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

repérage et le tri automatique «d'enfants à problèmes». Des conflits relativement nombreux ont éclaté dans les banques, comme la grande grève de 1974 à la Société Générale et, en 1982, un mouvement des informaticiens, guichetiers et personnel de saisie dénonçant les licenciements et le rétrécissement de la marge de manœuvre des employés. Des dactylos ont fait grève, ainsi que les clavistes de plusieurs journaux, qui se sont insurgés contre l'obligation de travailler face à un écran et les contrôles de plus en plus tatillons permis par l'ordinateur. Quant aux ouvriers, on avait promis que l'automatisation allait faire d'eux des «intellectuels-artisans» en permettant «la promotion ouvrière, que les Américains appellent *upgrading*».

Or, comme cet ouvrier de l'usine Renault du Mans, ils constatent plutôt: «Avec les robots, c'est souvent la machine qui paradoxalement fait le boulot le plus intéressant. Au transfert, c'est le robot qui fait les pièces et toute la journée, nous, on les ébavure.»

Dès les années 1980, on sait déjà que la fabrication des ordinateurs nécessite une exploitation nocive des ressources des anciennes colonies, avec son lot d'expropriations des terres et de semi-esclavage. On sait aussi que les circuits imprimés sont montés à la main, par exemple, par des femmes indiennes sous-payées qui sont régulièrement victimes de brûlures et d'intoxications liées aux émanations de produits toxiques. On peut suspecter que ces possibilités technologiques vont alimenter le vortex consumériste, et que l'État s'empressera d'utiliser ces machines pour renforcer le maillage de son territoire au détriment de la liberté, comme l'a déjà révélé l'affaire SAFARI en mars 1974.

Le CLODO a conscience qu'une technologie est indissociable du contexte social dans lequel elle apparaît, et reflète étroitement les aspirations dominantes. L'informatique, dans sa conception même, répond à certaines finalités qui reflètent les besoins des grands États et des entreprises. Elle répond à un besoin de gestion et de calcul toujours croissant, à une passion de la statistique qui statue sur les phénomènes au détriment du point de vue subjectif.

Le ministère de la Défense est l'un des organismes qui utilise en 1974 le plus d'ordinateurs - à hauteur de 510 millions de francs - «tant pour le «recrutement» sous les drapeaux des jeunes qu'en prévision d'une crise sociale où se manifesterait l'ennemi intérieur». Le Clodo veut donc: «interpeller chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société.»

Pour explosive qu'elle ait été, l'action du CLODO aura tout juste permis de relancer un timide débat sur l'informatisation, mais celui-ci était d'avance condamné par l'épaisse couche de poncifs qui fait de la réflexion sur la technique le point aveugle de nos sociétés - «la technologie est neutre», etc.

Pourtant, dans une enquête de l'époque, une journaliste remarque: «Le problème sur lequel on bute est partout le même: la demande des usagers reste floue, imprécise. Que veulent-ils? Qu'on leur envoie par télé des pages entières d'annuaires du téléphone ou les horaires du chemin de fer? [...] Qu'on leur donne la liste des prix du supermarché voisin? Apparemment, non. Les usagers ne veulent rien, ou plutôt, ils ne savent pas quoi demander.»

C'est pour remédier à cette désarmante absence de désir qu'est lancée, à partir de 1983, l'opération Minitel, consistant à distribuer gratuitement à chaque foyer un terminal

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél.: +04 92 73 10 56

Fax: +04 92 73 16 15

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0214G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflo

Édité et imprimé par

l'Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

20 € pour 6 mois

38 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

d'accès au bottin et à la pornographie de masse. C'est par la colonisation des foyers que l'informatique s'est imposée, important dans la vie domestique, intime, des préoccupations et une forme de rationalisation du quotidien autrefois réservées au monde du travail, comme le note ce chroniqueur d'une revue militante de Toulouse: «En industrialisant la vie privée de chacun, en proposant à tous de gérer, d'informatiser, d'organiser son milieu vital comme une entreprise miniature, avec ses ordinateurs, ses gadgets [...], on veut faire comprendre à tous le souci de ceux qui ont une usine, une vraie, qui doit produire, se défendre.»

Compte tenu des licenciements, de la déqualification massive et du grand bond en avant de la surveillance occasionnés par l'informatique, on aurait pu – et l'on pourrait toujours – s'attendre à des oppositions bien plus retentissantes. Mais dans les années 1980 comme aujourd'hui, il est inacceptable, et presque indécent, de prétendre enrayer le cours du développement technique, ou tout simplement de signaler qu'il pourrait prendre d'autres directions plus émancipatrices. De façon générale, compte tenu de l'hégémonie de l'héritage marxiste, les syndicats se sont désintéressés des protestations qui ont fréquemment surgi sur les lieux de travail, ou les ont reformulés dans des revendications politiquement correctes qui ne remettaient pas en cause l'informatisation.

C'est ce qui explique que la critique de l'informatisation se soit vite retranchée dans une dénonciation plus convenue de la surveillance et du fichage, au point même de s'enfermer – c'est le cas aujourd'hui – dans des contradictions indépassables, puisqu'elle va de pair avec un plébiscite d'internet et des nouvelles technologies, dont tous les usages, même les plus «*démocratiques*», concourent directement à cette collecte d'informations.

Dans la série **Racine de Moins Un**, vous pouvez écouter l'émission «Le CLODO, une résistance à l'informatisation» (48 mn), une interview de Célia Izoard sur l'histoire du CLODO et des résistances à l'informatisation. Une émission à écouter sur les ondes ou à télécharger gratuitement sur le site Internet de **Radio Zinzine** (eh oui!).

Bonne écoute,
Tranbert

